

newsletter

lettre d'information de la Délégation de l'Union européenne au Liban

ISSUE 2 | 2010

Promoting education and training



Knowledge, and the innovation it sparks, are amongst the most valuable assets of any country or region, particularly as global competition intensifies.

Since 2000, the European Union Member States have reinforced their efforts to strengthen, open-up and align their education systems. In the Lisbon Strategy of March 2000, the EU members for the first time endorsed common objectives for education and training, in order to create a competitive and dynamic knowledge-based European economy capable of sustainable economic growth with more and better jobs and greater social cohesion.

The strategic framework for European cooperation in education and training for the period up to 2020 (ET 2020) adopted by the Council of the EU in May 2009, made the reinforcement of cooperation within the knowledge triangle (education, research and innovation) a priority. The goal is to support the further development of education and training systems in the Member States, thereby ensuring (a) the personal, social

and professional fulfilment of all citizens, and (b) sustainable economic prosperity and employability, whilst promoting democratic values, social cohesion, active citizenship, and intercultural dialogue. It was also agreed that this cooperation should be established in a worldwide perspective, and should span education and training systems as a whole in a lifelong learning perspective.

Since 2000, numerous programmes have been launched, in order to increase mobility and language teaching, and to strengthen links between the education and professional worlds, research and civil society. Among them, the 'Europass' system for recognising qualifications, 'Comenius' to promote cooperation between schools and teachers, 'Erasmus' to increase cooperation between universities, 'Leonardo Da Vinci' for vocational training and 'Grundvig' for lifelong learning. Special agreements have been also concluded between the EU and non-EU countries, among which agreements with the countries of the EU's neighbourhood, including Lebanon.

In addition, the EU funds education projects outside the Union via development cooperation: the 'Investing in People' thematic programme supports local education initiatives led by NGOs and other non-state actors; bilateral cooperation such as under the European Neighbourhood Policy also foresees support to education reform projects. The EU is in Lebanon working on education and training projects with the Ministry of Education and Higher Education, as well as with civil society, the UN (for the Palestine refugees) and the private sector (e.g. private schools, universities and think tanks).



Vers un Liban citoyen

Depuis l'adoption de la stratégie de Lisbonne il y a dix ans, la politique d'éducation et de formation de l'Union européenne a connu un élan supplémentaire, grâce à un programme qui met l'accent sur la croissance et l'emploi, et développe la dimension internationale du système éducatif européen.

L'éducation et la formation sont fondamentales pour une société. D'abord parce que la connaissance, les compétences et l'innovation sont le terreau de l'emploi et de la croissance économique. Ensuite, parce que la stabilité de la société repose en grande partie sur sa capacité à offrir à chaque jeune une perspective d'avenir. C'est dans un esprit citoyen que s'est toujours inscrit le soutien européen au Liban, à l'égard de nos partenaires libanais – gouvernement et société civile – ainsi qu'auprès des réfugiés palestiniens qui habitent le pays, à travers les efforts de longue haleine de l'UNRWA.

Tout en encourageant le développement d'un système éducatif de qualité qui offre à chacun une formation adéquate, l'appui de l'UE au Liban met particulièrement l'accent sur l'éducation civique. C'est en effet en suscitant et en consolidant l'esprit de citoyenneté, chez les jeunes comme chez les plus âgés, que le Liban pourra renforcer la cohésion de sa société.

Plutôt que d'introduire des solutions figées de l'étranger, l'UE souhaite appuyer les programmes de réformes définis par le Gouvernement libanais. A cet égard, nous nous réjouissons de l'engagement des autorités dans l'élaboration du futur projet financé par l'UE (13,7 millions €) pour l'amélioration de l'enseignement dans les écoles publiques libanaises, qui sera lancé dans quelques mois.

Patrick Laurent
Chef de Délégation

In this issue	Interview avec le Ministre de l'Education, Hassan Mneimné	2
	EU support to education in Lebanon	4
	EU programmes for higher education	5
	EU educational support to the Palestinian refugees	6
	Actualités des relations UE - Liban	7



For information, please contact the Delegation of the European Union to Lebanon: +961 1 569 400

www.dellbn.ec.europa.eu

Interview

Enseignement public : le point sur les enjeux avec le Ministre Hassan Mneimné

Quels sont, selon vous, les principaux défis qui se posent à votre Ministère et quelle stratégie comptez-vous adopter pour les relever ?

Le plan du Ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur intitulé " Une éducation de qualité pour le développement " a été approuvé par le Conseil des Ministres. Ce plan inclut le cadre général de la stratégie de l'éducation et de l'enseignement, ainsi qu'un plan quinquennal pour l'enseignement pré-universitaire. Le Ministère prépare les législations nécessaires à la mise en œuvre de ce plan afin qu'il soit adopté en Conseil des Ministres.

Les principaux programmes de ce plan sont les suivants :

- La généralisation des jardins d'enfants qui vise à accroître le nombre d'enfants de 3 à 5 ans inscrits à la maternelle ;
- Le programme de suivi et de réussite pour diminuer le redoublement scolaire à partir de mécanismes de traitement et de soutien ;
- Un programme d'infrastructures visant à répartir d'une manière appropriée et équitable les bâtiments scolaires dans toutes les régions ;
- La professionnalisation des métiers de l'enseignement qui favorisera le développement professionnel du cadre professoral (enseignants et directeurs d'écoles) et rationalisera sa distribution dans toutes les écoles publiques ;
- Un programme de modernisation de l'administration scolaire à travers la mise à jour des systèmes scolaires ainsi que l'actualisation de l'administration basée sur la planification ;
- Un programme d'évaluation de l'apprentissage et de développement du curriculum en fonction des besoins nationaux et des standards internationaux ;
- L'éducation à la citoyenneté à partir de laquelle nous aspirons à renforcer l'identité nationale de l'étudiant et ses responsabilités civiques ;
- Un programme de technologies de l'information et de communication, dont l'objectif est de soutenir et de diffuser

l'utilisation de ces technologies au cœur du processus d'enseignement et d'apprentissage ;

- Le programme du cadre national de qualification, qui détermine les résultats attendus des cursus et des certificats, ainsi que la description des compétences nécessaires des métiers de l'enseignement ;
- Un programme de développement institutionnel visant à renforcer l'efficacité du travail entre les différentes unités afin d'offrir un meilleur service aux citoyens, à soutenir les mécanismes de formulation et d'adoption des politiques et des décisions pédagogiques et administratives, et à évaluer les programmes selon des indices et données déterminés.

De même, le Ministère œuvre pour généraliser les matières faisant partie du cursus mais n'étant pas malheureusement enseignées jusqu'à présent dans la plupart des écoles publiques, telles que l'informatique, le sport, le dessin, le théâtre, la musique, ou la deuxième langue étrangère. L'enseignement généralisé de ces matières promouvra l'image de l'école publique et lui permettra de gagner à nouveau la confiance des citoyens qu'elle a perdue au cours des dernières années.

Le coût total du projet est estimé à 262 millions de \$; nous allons bientôt signer des accords avec différents donateurs, et avons déjà assuré à ce jour la moitié du financement.

L'enseignement privé est particulièrement développé au Liban. Comment est-il possible, selon vous, de promouvoir un système éducatif qui assure une éducation de qualité tant dans le secteur public que dans le secteur privé ?

L'enseignement privé jouit d'une grande indépendance ; le Ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur n'a pas de contrôle direct sur ce secteur. Néanmoins, toutes les mesures que nous prenons dans le secteur public servent à établir une réelle possibilité de compétition entre les deux secteurs, que nous considérons



comme étant une des bases essentielles du système éducatif au Liban puisque les deux secteurs se complètent.

Nous finalisons l'élaboration d'une loi pour contrôler l'enseignement supérieur privé. Ce secteur connaît une grande expansion, mais avec une certaine désorganisation. Il n'est bien sûr pas dans notre intérêt que le niveau de l'enseignement supérieur privé baisse, car la réputation du Liban est essentiellement fondée sur l'enseignement. Pour cela, nous allons constituer un comité ayant pour but de garantir la qualité, et qui sera chargé de l'accréditation des institutions d'enseignement privé ainsi que des certificats et des spécialisations.

Quelles sont les solutions possibles pour remédier au problème du chômage des jeunes ?

Nous allons bientôt aborder le dossier de l'enseignement technique et professionnel et élaborer un plan pour ce secteur afin d'augmenter le nombre d'élèves dans les écoles techniques.

En ce qui concerne la création d'emplois, l'Université Libanaise (UL) est en train de renforcer les facultés à orientation

professionnelle directe. A titre d'exemple, le Conservatoire national des arts et métiers de Paris a une branche au Liban en accord avec l'UL et l'Association Kamal Joublatt. En collaboration avec la France, nous avons aussi l'Institut Universitaire de Technologie à Saïda. Ces facultés et instituts forment directement les étudiants pour le marché du travail. En outre, le Liban était et restera un exportateur de compétences, notamment vers le monde arabe : ingénieurs, médecins, etc.

L'Union européenne poursuit son soutien au Liban dans le domaine de l'éducation à travers un nouveau projet qui est en cours d'élaboration. Quelles sont les attentes du Liban à travers ce nouveau projet ?

Nous avons un ensemble de projets avec

l'Union européenne en tant que telle, ainsi qu'avec plusieurs de ses Etats membres.

L'Union européenne est un acteur principal dans notre plan actuel. Nous élaborons d'abord une composante relative au soutien scolaire. Le taux de décrochage scolaire est élevé – 20% au Liban, et ce pourcentage augmente dans les zones rurales pour atteindre 35% dans le Akkar – de même que le redoublement (autour de 60%). Par ailleurs, nous préparons un programme sur la citoyenneté.

L'objectif majeur du projet de l'UE avec le Ministère reste le développement institutionnel. Le Ministère fonctionne conformément à des lois qui datent de 1955. Nous travaillons donc sur sa réorganisation afin qu'il puisse accompagner le plan élaboré.

Vers une coopération future

L'Union européenne s'est engagée à soutenir – à travers un don de 13,7 millions € –, trois composantes du plan quinquennal du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, lui-même composé de 10 programmes : la gouvernance du secteur éducatif (y compris le développement institutionnel, la gestion de l'information, l'élaboration du budget et la gestion des finances publiques) ; la prévention de l'échec scolaire (avec une attention particulière portée sur le redoublement et le décrochage scolaire) ; et enfin le renforcement de la citoyenneté à travers l'éducation. La mise en œuvre de ce nouveau projet commencera dans les prochains mois.

Changement climatique et environnement Concours de photos de l'UE : tentez votre chance !

**Deux mois supplémentaires pour participer :
nouvelle date limite le 16 août 2010**

La Délégation de l'Union européenne au Liban organise un concours de photos sur le thème : " Changement climatique et environnement au Liban ". Si vous résidez au Liban et avez entre 18 et 25 ans, vous pouvez envoyer votre meilleure photo avant le 16 août.

L'une des causes majeures du changement climatique est la dégradation par l'homme de son environnement. Afin de promouvoir une meilleure compréhension de ces enjeux et de lutter contre la pollution, la Délégation de l'Union européenne propose aux jeunes de témoigner, à travers des images photographiques, de l'impact néfaste de l'action de l'homme sur l'environnement au Liban. Ce concours est organisé avec le soutien du Ministre de l'Environnement.

Conditions de participation

- Le concours s'adresse à tous les photographes amateurs résidant au Liban et âgés entre 18 et 25 ans.
- Chaque participant doit soumettre une (1) photo qui répond au thème du

concours. Les photos peuvent montrer des paysages naturels, urbains ou ruraux, sans nécessairement exclure une présence humaine.

- Nature et format des photos : Couleur ou noir et blanc ; argentique ou numérique ; tous formats.
- Date des photos : entre 2008 et 2010.
- Les photos doivent être accompagnées d'un texte de 100 mots maximum, évoquant la pertinence des photos par rapport au sujet.

Les photos seront jugées selon leur mérite artistique, leur excellence technique et leur originalité, ainsi que selon la vision personnelle du photographe quant à l'influence de l'homme sur son environnement.

مسابقة تصوير
التغيير المناخي والبيئة في لبنان
إلى المصورين الهواة
بين 18 و 25 سنة،
شاركوا!

Photo Competition
Climate Change and Environment in Lebanon
Amateur photographers
between 18 and 25,
participate!

**Photographier
c'est mettre
sur la même
ligne de mire
la tête, l'oeil
et le coeur.**
Henri Cartier-Bresson

Le jury décernera des prix pour les trois meilleures photos :

- 1^{er} prix : 1000 €
- 2^{ème} prix : 750 €
- 3^{ème} prix : 500 €

Le règlement et le formulaire de participation sont téléchargeables sur le site de la Délégation de l'Union européenne : <http://www.dellbn.ec.europa.eu>

La date limite de soumission des photos est fixée au 16/08/2010 à 16h00 (heure locale Beyrouth).

Pour tout renseignement, envoyez vos questions à l'adresse électronique suivante : eulebanon.photocompetition@gmail.com

EU support to education in Lebanon

“One World in Schools” thanks to People in Need



Developed by the NGO “People in Need” (PIN), this project aims to incorporate dialogue on intercultural, civic and human rights issues into regular classroom activities, in particular through the use of audiovisual material and interactive methods. “One World in Schools” pilot programmes have been implemented by PIN in Lebanon since 2008, with EU funding of €185,000 and with the cooperation of the Lebanese Centre for Civic Education and the participation of the Lebanese Ministry of Education and Higher Education. They are based on the experience of the Czech Republic, where the programme runs in more than 2,800 schools and was awarded the Council of Europe World Education Award in 2009.

For the time being, 15 high schools throughout Lebanon are using this programme, and 70 more will follow from 2011. The ultimate goal is to incorporate the final evaluated project materials and methods into the Ministry of Education and Higher Education’s national curriculum.

Le Mouvement Social Libanais lutte contre le décrochage scolaire

Dans le système libanais qui ne prévoit pour le moment la scolarisation pour tous que jusqu’à l’âge de 13 ans – et même si le nouveau gouvernement a l’intention de rendre la scolarité obligatoire jusqu’à 15 ans – un grand nombre d’enfants quittent l’école prématurément. En l’absence d’un système d’assistance permettant de leur offrir une “seconde chance”, les deux tiers de ces jeunes se retrouvent au chômage, dans l’impossibilité de valoriser leur potentiel. Depuis 2002, l’Union européenne a confié à l’association libanaise Mouvement Social Libanais, engagée depuis le début des années 1990 dans la lutte contre le décrochage scolaire,

la réalisation de projets-pilotes visant à renforcer l’intégration socio-économique d’enfants et de jeunes en difficulté.

L’objectif principal de ces projets est de prévenir l’échec scolaire et de réintégrer dans l’école, lorsque c’est possible, les jeunes qui l’ont quittée. Ils proposent un soutien scolaire alternatif, soutenu par une approche pédagogique adaptée aux particularités des élèves (assistance sociale, accompagnement psychologique) et un volet social visant à sensibiliser les jeunes aux principes de citoyenneté (création de clubs de citoyenneté) et mobilisant le maximum d’acteurs (écoles, enseignants,

parents, municipalités...). Pour les jeunes qui ne parviennent pas à réintégrer l’école, les projets mettent à disposition une formation professionnelle adaptée au marché du travail local.

Grâce à l’aide de l’UE (3,5 millions €), le Mouvement Social Libanais a réussi à favoriser l’insertion socio-économique de plus de 5.000 jeunes en situation d’échec scolaire. L’UE entend multiplier ces projets et en faire des “modèles” qui, à terme, seraient transposables à l’échelle nationale par le Ministère de l’Education et de l’Enseignement supérieur.

Vocational training and technical education

Meeting the needs of the labour market

Vocational education and training (VET), by producing skilled technicians in a wide variety of fields, is integral to the sound performance of dynamic economies. However, for the moment, VET in Lebanon attracts only 70,000 students, spread over 400 private and some 40 public schools.

Lebanon is still awaiting reform of its vocational education system to put in place a regulatory mechanism that will ensure a minimum quality of training and bring the system in line with labour market needs.

The European Union is helping the Lebanese Ministry of Education and Higher Education as well as the private

sector in their efforts towards this reform. Modernisation has been promoted via a regional training and research project “Education and Training for Employment” (MEDA-ETE: €5 million) involving Lebanon and also nine other Mediterranean countries and through establishing a pilot Agro-Food Technical Institute in Qab Elias (Beqaa). This Institute, based on a public-private partnership between the Ministry of Education and Higher Education and the Syndicate of the Lebanese Food Industries and with EU funding of €5 million, will this year see its first graduates, including skilled technicians for dairy, meat, and canning enterprises, which are some of the largest employers in Lebanon.

The EU is also supporting vocational training projects which offer less fortunate pupils, mainly early school drop-outs and Palestinian refugees, a chance to secure meaningful employment. Through projects like those of Mouvement Social Libanais (see above), YMCA, the UNRWA Sibling Training Centre, Beit Atfal Assomoud, Najdeh, National Association for Vocational Training and Social Services (NAVITSS) and National Association of Medical Social Care and Vocational Training (NAMSC), almost another €5 million has been invested to provide technical training and offer a second chance in the form of a technical diploma for more than 3,000 students.

EU programmes for higher education

Tempus: modernising university education

Tempus is the longest running European programme for higher education and is geared towards helping universities modernise their programmes, introduce new courses and create dynamic structures for research. Tempus activities are carried out through partnerships which are made up of consortia including higher education institutions, businesses, ministries, NGOs, and other organisations, both from the European Union and partner countries.

Since its launch in Lebanon in 2002, Tempus has financed 29 projects with an overall budget of €7 million. It has supported 12 public and private universities in numerous fields such as Engineering, Technology, Biotechnology, Industrial Engineering, Food Science, Tourism, Intercultural Studies, Urbanism, Forestry, Quality Assurance, Accreditation, International Relations, Modern Management, Public Health as well as Institutes of Doctoral Studies. In addition, Tempus has provided more than 100 individual mobility grants to Lebanese academics from practically all Lebanese higher education institutions.

Tempus has contributed to the

development of new Masters degrees in new subjects, and has also enhanced university-enterprise cooperation via projects including Master Biodiversité Végétale et Biotechnologies au Liban (2003) and Innovative Curriculum On Sustainable Energy (2005).

Moreover, it is with the support of Tempus and a powerful consortium of EU universities and expertise led by Lund University (Sweden) that the American University of Beirut (AUB) has developed an Applied Energy programme designed to serve the current and future needs of the



building energy systems and the renewable energy industries in Lebanon and the region (photo above).

More info at: <http://eacea.ec.europa.eu/tempus/>

Zoom on Food Science and Technology Project (University of Balamand)

Dr. Chafic Mokbel, Associate Professor: "Mobility of students and professors is bridging the different systems while improving skills. Thanks to Tempus Lebanese students are experiencing a precious international dimension."

Jessy Mattar, student: "Being the pioneers in this programme is a great opportunity. Not only for us as future graduates, but also for Lebanon where the food industry is a major sector of the economy. With the support of the Tempus programme, we worked in advanced laboratories equipped with innovative machines and computers. The Tempus programme also offered us the chance to learn from exceptional professors and explore European norms, since it encourages inter-university exchanges with the Universities of Greenwich (UK), Valenciennes (France), and Nicosia (Cyprus)."

Erasmus Mundus: promoting quality education and intercultural exchange

Erasmus Mundus is an EU cooperation and mobility programme in the field of higher education with a strong international focus. It aims to enhance quality in higher education through scholarships and academic cooperation between Europe and the rest of the world. The programme offers financial support for institutions and scholarships for individuals. Funding is available for:

- European joint Masters and Doctorates (including scholarships);
- Partnerships with non-European higher education institutions and scholarships for students and academics;
- Projects to promote European higher education worldwide.

Lebanon has participated in Erasmus Mundus since it was launched in 2004. In the years 2004-2010, 28 individual

Tony Qamar, AUB student at Masaryk University in Brno, Czech Republic (2008):

"The interaction with fellow students from around the world is second to none, taking part in such a diverse cultural experience has shaped the person I am for the better and will always remain a priceless and definitive period in my life".

scholarships have been offered to Lebanese students and 3 scholarships to Lebanese academics. In the framework of university partnerships, the Lebanese University and the AUB have entered a consortium including universities from Jordan, Syria and 13 EU higher education institutions. During the years 2006-2008, 52 other Lebanese students (with

particular attention to those in vulnerable situations) and 11 academic staff received scholarships in this framework. Furthermore, Saint-Joseph University is a partner in the Erasmus Mundus Masters programme "Network on Humanitarian Action".

More info at: http://eacea.ec.europa.eu/erasmus_mundus/

Rania Murr, Coordinator, International Student Services, AUB:

"In this age of global interdependence and knowledge-based societies, international understanding and experience are valued components of higher education. [...] Students were given a great opportunity to present the true image of their culture to their European peers - not the image that media portrays - and also to learn about European culture first hand. Many of them returned inspired and are now seeking venues that add a transnational dimension to their studies and future careers".

Other examples of EU higher education programmes

Marie Curie Actions

Marie Curie actions support research training and transnational mobility for researchers in the humanities or science fields from EU Member States and Third Countries.

More info at: http://cordis.europa.eu/fp7/mariecurieactions/home_en.html

Jean Monnet Programme

Launched in 1989, the Jean Monnet Programme aims at stimulating teaching, research and reflection in the field of European integration studies at the level of higher education institutions within and outside the European Community.

More info at: http://eacea.ec.europa.eu/llp/jean_monnet/jean_monnet_en.php

EU educational support to Palestinian refugees

The chance for a better future

Education services for young Palestinian refugees in Lebanon are provided almost exclusively by the United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), whose education system as a whole suffers from various shortcomings in terms of school infrastructure, equipment, financial resources, and staff qualifications. As a result, UNRWA schools experience high rates of drop out, frequent repetition and low achievement levels, insufficient integration of children with special needs, and a low degree of socialisation due to the absence of extra-curricular and recreational activities in the schools.

In light of these difficulties, the European Union has adopted an integrated approach to the education of Palestinians in Lebanon, accompanying each child from pre-school to university level, with the ultimate aim of reducing the gap between the opportunities of children in UNRWA schools and those in the Lebanese education system.

The EU-funded project "Education of young Palestine refugees for better employment opportunities" (€15 million) has as a first step focused on increasing the available number of classrooms by extending existing schools or financing the building of new ones. The result is that whereas two years ago, 47 UNRWA schools were operating on a double-shift, with students changing in the middle of the day, today, 28 of these 47 schools have been converted into single shift and by 2012, more than 6,000 Palestinian students across Lebanon will have new classrooms.



The end of double shifts and consequent increase in the hours which children spend in school will contribute to better education provision. However, the prevention of drop-outs also requires improved education quality, work to ensure better pre-school preparation of Palestinian children, a greater variety of methodologies used by UNRWA teachers, more individual support to underperforming students and students with disabilities, and a diversity of after-school activities offered in UNRWA schools. The EU project has recognised these challenges and summer 2010 will see UNRWA schools open their doors – for the first time – to offer a wide range of educational and recreational programmes.

Towards university: the EU's UNRWA Scholarship Fund

Those UNRWA students who successfully complete primary and secondary education have a choice of continuing in VET, for which EU support is given to the UNRWA Sibling Training Centre and to a number of private sector providers (see article page 4), or to apply for university studies. In the last five years, the EU-funded UNRWA Scholarship Fund has provided financial aid to 190 Palestinian students set to earn their degrees from Lebanese universities. The Fund was recently extended for 3 more years, bringing the amount of EU contribution dedicated to Palestinian scholarships to €8.3 million.

Success story

3 questions to Fehmi, a former Graphic Design student

How did you hear of the EU's UNRWA scholarship programme?

I used to live in the Nahr el Bared camp (Northern Lebanon) and I had all my secondary education in Al Naserat UNRWA high school. There, they informed us that if we obtain good marks in the baccalaureate, we can get a scholarship to study in any Lebanese university. This perspective was for me a great motivation to work hard during high school. When you have no income, you have very limited chances for higher education. Without the scholarship I would have had no future: I

would have taken a job in any field, maybe in a computer shop in the camp.

What did you study with the scholarship and why?

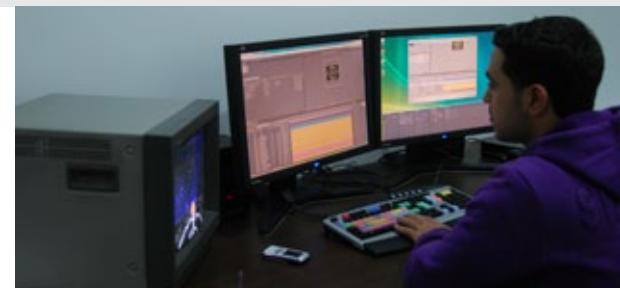
I studied in the Lebanese International University in Beirut for three and a half years. For one semester, I studied English because my English was poor, then I moved into graphic design. I studied for my future and I believe that there is a future in graphic design. It is a totally different thing from what young Palestinians from the camps are used to doing. This job

means working hard and alone, it also needs imagination and I love that.

Did you find a job easily and what are your projects?

I graduated in February 2009 but I started to work as early as September 2008 in the same company where I am working now. I worked initially on printed materials, then on video editing, and now on motion graphics.

I fought hard to get out of the camp; now I would like to go abroad.



Flash Information

On 7 June 2010, the Delegation of the European Union to Lebanon took over all responsibilities for the representation of the European Union in Lebanon under the authority of the EU's High Representative for Foreign Affairs and Security Policy, Catherine Ashton, as foreseen by the Lisbon Treaty. In so doing, the Delegation now brings together the tasks performed by the European Commission Delegation then European Union Delegation with the role and functions previously exercised by the system of 6-monthly rotating EU Presidencies. Our thanks go to the Spanish Embassy in Beirut for a seamless transition!

Première visite de Catherine Ashton au Liban



Dans le cadre de sa première tournée au Proche-Orient, Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, qui est également Vice-présidente de la Commission européenne, a visité le Liban en mars.

De nationalité britannique, Catherine Ashton a pris ses fonctions dès l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne le 1^{er} décembre 2009. Elle succède à la fois à Javier Solana, l'ancien Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune, et à Benita Ferrero-Waldner, qui était Commissaire européenne aux Relations extérieures et à la Politique européenne de voisinage.

A Beyrouth, Catherine Ashton s'est entretenue avec le Président de la République, le Président du Parlement, le

Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères, d'une part sur le processus de paix israélo-arabe, d'autre part sur le soutien continu de l'UE au renforcement des institutions libanaises et à l'avancée des réformes politiques et économiques.

Se félicitant de la longue période de calme que connaît actuellement le Liban, Catherine Ashton a apporté son "soutien total" au Gouvernement d'union nationale et à son "ambitieux programme de réformes". En particulier, elle a renouvelé l'engagement incessant de l'UE à appuyer le renforcement des institutions démocratiques du pays, ainsi que sa disponibilité à aider le Liban – s'il le lui demande – à élaborer une stratégie intégrée de gestion de ses frontières. L'UE, a-t-elle rappelé, soutient aussi l'adhésion du Liban à l'OMC.

Par ailleurs, Catherine Ashton a affirmé que le Liban devait profiter pleinement de la Politique européenne de voisinage et participer activement à l'Union pour la Méditerranée. Elle a également rappelé que la paix au Proche-Orient était une priorité absolue pour l'UE, en ce qu'elle est "bien-sûr aussi dans l'intérêt de l'UE" et conditionne la résolution d'autres problèmes dans la région.

EU/Lebanon Association Council

On 15 June, the 5th Ministerial-level EU/Lebanon Association Council took place in Luxembourg with Lebanon represented by Foreign Minister Ali al Shami and the European Union by Spanish Foreign Minister Miguel Angel Moratinos and European Commissioner for Enlargement and Neighbourhood Policy Stefan Fuele.

The Council addressed developments in EU-Lebanon relations, including the implementation of the Association Agreement and of the European Neighbourhood Policy Action Plan and in particular the state of play of economic and social reforms in Lebanon. Human rights, electoral reform, WTO accession, the situation of the Palestinian refugees, implementation of UNSCR 1701, border management and the National Dialogue were also discussed, as were relations with Syria, the Middle East Peace Process, the Union for the Mediterranean and Iran.

Sous-comités UE-Liban

Discussions constructives sur les droits de l'homme, la justice, la sécurité et l'agriculture

La première semaine de mai a constitué une étape importante dans le dialogue et la coopération entre l'UE et le Liban dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV). En effet, trois sous-comités se sont réunis à Beyrouth : dans les domaines des droits de l'homme, de la gouvernance et de la démocratie ; de la justice et des affaires intérieures ; mais aussi le premier du genre dans le domaine de l'agriculture.

Le sous-comité " droits de l'homme, gouvernance et démocratie " a donné lieu à une discussion ouverte sur un grand nombre de réformes importantes, relatives notamment à la révision de la loi électorale et à la mise en œuvre d'un mécanisme

national de prévention contre la torture. Le sous-comité consacré à la justice, à la liberté et à la sécurité s'est penché sur le respect de l'Etat de droit, et en particulier sur la réforme des systèmes judiciaire et pénitentiaire, les migrations et l'asile, la gestion des frontières et la lutte contre le crime organisé.

C'était également la première opportunité de discuter en détail des questions agricoles dans le cadre de l'Accord d'Association UE/Liban, et de présenter le point de départ de négociations futures en la matière. L'UE conduit actuellement des négociations dans le domaine agricole avec ses partenaires de l'ensemble du pourtour méditerranéen, afin d'intensifier encore le

commerce avec chacun d'eux sur la base d'une ouverture de marchés asymétrique (en faveur de ces partenaires). Au Liban, l'engagement ferme du gouvernement en faveur de l'agriculture devrait représenter une base solide pour ces discussions fondées sur l'intérêt commun qu'ont l'UE et le Liban à des relations plus étroites, y compris pour le commerce et la coopération sur ce secteur.

Les sous-comités ont pour objectif de faire le point sur la mise en œuvre du Plan d'action de la PEV et de l'Accord d'Association, ainsi que de préparer les réunions UE/Liban, telles que le Conseil d'Association qui s'est tenu le 15 juin à Luxembourg.

Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse

L'UE récompense un journaliste libyen et une journaliste égyptienne



Le 2 juin, le Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban, l'Ambassadeur Patrick Laurent, et Mme Gisèle Khoury-Kassir, Présidente de la Fondation Samir Kassir, ont remis le Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse 2010 en présence du Ministre de l'Information, S.E. M. Tarek Mitri, et de nombreux ambassadeurs arabes et européens. Cette année, deux journalistes se sont particulièrement distingués par leur travail et leur courage :

- Mustafa Fetouri, journaliste libyen, qui a obtenu le prix dans la catégorie " Meilleur article d'opinion " pour son article: " Profiter, et laisser les autres en profiter : la recette de la Libye pour endiguer le progrès ", publié en anglais dans The National (30/11/2009) aux Emirats Arabes Unis.
- Safaa Saleh, journaliste égyptienne, qui a remporté le prix dans la catégorie " Meilleur article d'enquête-reportage " pour son article: " Les filles du tabac ", publié en arabe dans Al Ousbouh (11/12/2009) en Egypte.

Les deux lauréats ont obtenu la meilleure note du jury qui a évalué les articles soumis selon les critères suivants : pertinence, originalité, qualité et respect des règles professionnelles.

Le Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse, décerné chaque année par l'Union européenne, récompense deux journalistes pour leur travail relatif à l'Etat de droit et aux droits de l'homme. Il a été lancé par l'Union européenne en 2006 dans le cadre de ses relations avec ses partenaires autour de la Méditerranée, qui s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Pour l'Union européenne, la liberté d'expression, la liberté d'opinion, et la

liberté de la presse constituent un pilier fondamental de tout Etat de droit et une condition essentielle à la protection de toutes les autres libertés. C'est pourquoi le respect de la liberté et du pluralisme des médias figure dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et se trouve également au cœur des accords que l'UE a conclus avec ses Etats partenaires dans la région.

Toutefois, ce Prix donne la parole, non à des Etats, mais à des individus, les journalistes, qui sont souvent les premiers défenseurs de la liberté, des droits de l'homme, et de la tolérance. " Le combat pour la liberté d'expression n'a pas de frontières; les droits de l'homme sont universels et leur défense doit l'être aussi. Chacun doit pouvoir y contribuer, à son échelle, où qu'il se trouve et quelle que soit la terre sur laquelle il est né ", a déclaré Patrick Laurent lors de la cérémonie.

C'est la raison pour laquelle, en 2008, devant l'écho grandissant du Prix Samir Kassir, l'Union européenne a décidé d'élargir l'étendue géographique de ce Prix au-delà de la Méditerranée, afin de donner la chance de s'exprimer aux journalistes ressortissants de neuf pays arabes supplémentaires. C'est également la raison pour laquelle l'Union européenne encourage les candidatures venues de l'ensemble des dix-huit pays concernés : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Territoire Palestinien Occupé, Tunisie et Yémen.

Les articles de Mustafa Fetouri et de Safaa Saleh, ainsi que leur traduction, sont disponibles sur le site <http://www.prixsamirkassir.org> et sur le site de la Délégation de l'UE au Liban : http://ec.europa.eu/delegations/lebanon/index_fr.htm.

Droit du travail / Droits de l'homme

L'UE défend les droits des travailleurs migrants avec Caritas

Dans le cadre de ses activités pour la protection des droits des travailleurs migrants, le Centre des migrants de Caritas Liban a lancé début mai sa seconde campagne de sensibilisation financée par l'Union européenne. A travers des affiches sur les autobus publics, des panneaux d'affichage sur les routes, des annonces radio et télévisées, ou encore des posters dans les lieux publics, la campagne médiatique intitulée " Traitez équitablement pour être servi aimablement " vise à rappeler ce qui est une évidence, mais qu'il est apparemment toujours utile de souligner : un travailleur étranger a des droits, comme un travailleur libanais, et comme tout être humain. Cette action s'inscrit dans le cadre d'un projet global de soutien au travail de Caritas pour les droits des travailleurs migrants, d'un montant de 1.1 million € sur 3 ans, et a obtenu le soutien du Ministère du Travail, du Ministère de l'Intérieur et des Municipalités, et de la Sûreté Générale.

Au cours de la conférence de lancement, le Président de Caritas Liban, Père Simon Faddoul, a rappelé les principes de Caritas qui imposent de respecter les travailleurs migrants comme tout autre être humain. Le Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban, Patrick Laurent, a pour sa part regretté la situation vécue au Liban par certains travailleurs étrangers, et notamment le traitement inacceptable infligé par certains employeurs à leurs travailleuses domestiques. Il a salué l'action menée par le Ministère du Travail vers la codification des droits des migrants, et a encouragé les efforts en cours afin de parvenir à l'adoption d'une loi régulant leur travail au Liban. De plus, soulignant cependant que les mesures légales ne suffisent pas, il a considéré que cette campagne était importante pour permettre la prise de conscience nécessaire au respect des droits des travailleurs migrants.

En réponse à ces demandes, le Ministre du Travail, Boutros Harb, a réitéré l'action permanente de son Ministère et a confirmé l'ouverture des portes du ministère à toutes les forces positives visant à respecter les droits des travailleurs.

الاتحاد الأوروبي يمنح الجائزة لصحافي ليبي وصحافية مصرية



الحق في العمل / حقوق الإنسان الاتحاد الأوروبي يدافع عن حقوق العمال المهاجرين مع كاريتاس

في إطار نشاطات كاريتاس لبنان لحماية حقوق العمال المهاجرين، أطلق مركز الأجانب التابع لها في مطلع شهر أيار الماضي حملة التوعية الثانية الممولة من الاتحاد الأوروبي. فمن خلال الملصقات على حافلات النقل العام واللوحات الإعلانية على الطرقات والإعلانات الإذاعية والتلفزيونية، وحتى الملصقات في الأماكن العامة، تهدف الحملة الإعلامية وعنوانها "عاملن بعدالة بيعاملكو بمحة" إلى التذكير بأمر هو من البديهيات لكن يبدو دائماً أنه من المفيد التشديد عليه وهو أن للعامل الأجنبي حقوقاً على غرار العامل اللبناني وكل كائن بشري.

وتندرج هذه المبادرة في إطار مشروع دعم شامل لعمل كاريتاس من أجل حقوق العمال المهاجرين، بقيمة 1.1 مليون يورو لمدة ثلاث سنوات. وحازت هذه المبادرة على دعم وزارة العمل ووزارة الداخلية والبلديات والمديرية العامة للأمن العام.

وخلال المؤتمر الصحافي الذي جرى فيه إطلاق الحملة، ذكر رئيس كاريتاس لبنان الأب سيمون فضول بمبادئ كاريتاس التي تفرض احترام العمال المهاجرين كأى كائن بشري آخر.

من جهته، أسف رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفير باتريك لوران للوضع الذي يعيشه بعض العمال الأجانب في لبنان، لاسيما المعاملة غير المقبولة من جانب بعض أصحاب العمل بحق العاملات المنزليات. ومن ناحية أخرى، أثنى على العمل الذي تقوم به وزارة العمل والقاضي بإدراج حقوق المهاجرين في القوانين، وشجع الجهود المبذولة للتوصل إلى اعتماد قانون ينظم عملهم في لبنان. وبعد الإشارة إلى أن التدابير القانونية لن تكفي وحدها، اعتبر لوران أن هذه الحملة مهمة للسماح بالتوعية الضرورية على احترام حقوق العمال المهاجرين.

وفي رد على هذه الطلبات، أعاد وزير العمل بطرس حرب التشديد على عمل وزارته الدائم وأكد فتح أبواب الوزارة أمام جميع القوى الإيجابية الهادفة إلى احترام حقوق العمال.

كل فرد قادراً على المساهمة في هذا الأمر، كل بحسب مجاله، حيثما كان وأياً كانت الأرض التي ولد عليها".

وهذا هو السبب الذي دفع الاتحاد الأوروبي في عام 2008، وبعد الأصدقاء المتعاطمة التي حصرتها جائزة سمير قصير، إلى اتخاذ قرار بتوسيع التغطية الجغرافية للجائزة إلى خارج منطقة المتوسط، بهدف إعطاء فرصة التعبير لصحافيين من تسعة بلدان عربية إضافية. وهذا أيضاً السبب الذي يدفع الاتحاد الأوروبي إلى تشجيع الترشيحات من ثمانية عشر بلداً معنياً هي: الجزائر والمملكة العربية السعودية والبحرين ومصر والإمارات العربية المتحدة والعراق وإسرائيل والأردن والكويت ولبنان وليبيا والمغرب وعمان وقطر وسوريا والأراضي الفلسطينية المحتلة وتونس واليمن.

وعكست لجنة التحكيم أيضاً هذه السنة تنوع بلدان أوروبا والعالم العربي. وقد كان أعضاء لجنة التحكيم الآتية أسماؤهم: ناهدة نكد، المديرية المساعدة للتحرير في القسم العربي في قناة فرانس 24 والمديرية المساعدة للأخبار والبرامج في إذاعة مونتني كارلو الدولية ورئيسة القسم العربي للوسائل السمعية البصرية الخارجية لفرنسا (AEF)؛ أمين قُمورية، صحافي وكاتب عمود في صحيفة "النهار" اليومية اللبنانية؛ برغيت كاسبار، مراسلة لإذاعات DSR Swiss Radio، Deutsche Welle Deutschlandradio الألمانية؛ جمال خاشقجي، رئيس التحرير السابق لصحيفة "الوطن" السعودية اليومية؛ أحمد رضا بن شمسي، رئيس تحرير وناشر المجلتيين المغربيتين المستقلتين "تيل كيل" باللغة الفرنسية و"نيشان" باللغة العربية؛ مهي يحي، المستشارة الإقليمية للتنمية الاجتماعية والحضرية في لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغربي آسيا وممثلة مؤسسة سمير قصير.

يمكن قراءة مقالي مصطفى الفيتوري وصفاء صالح وترجمتهما على الموقع الإلكتروني لمؤسسة سمير قصير <http://www.prixsamirkassir.org> والموقع الإلكتروني لبعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان http://ec.europa.eu/delegations/lebanon/index_fr.htm

في 2 حزيران، سلم رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفير باتريك لوران ورئيسة مؤسسة سمير قصير جيزيل خوري قصير، جائزة سمير قصير لحرية الصحافة لسنة 2010، بحضور وزير الإعلام طارق متري والعديد من السفراء العرب والأوروبيين. وهذه السنة، تميّز صحافيان بعملهما وشجاعتهما وهما:

- مصطفى الفيتوري: صحافي ليبي، وقد حاز على جائزة فئة "أفضل مقال رأي" عن مقاله: "إستفد ودع غيرك يستفيد، وصفة ليبيا لتفادي التقدم"، المنشور باللغة الإنكليزية في الصحيفة الإماراتية "ذي ناشيونال" في 30 تشرين الثاني 2009.

- صفاء صالح صحافية مصرية، وقد حازت على جائزة فئة "أفضل تحقيق صحافي" عن مقالها: "بنات التبغ"، المنشور باللغة العربية في صحيفة "الأسبوع" المصرية في 11 كانون الأول 2009.

وقد منحت لجنة التحكيم الفائزين أفضل علامة إثر تقييمها للمقالات المحالة إليها بناءً على معايير الملاءمة والفرادة ونوعية المعالجة واحترام القواعد المهنية.

وتكافئ جائزة سمير قصير لحرية الصحافة التي يمنحها الاتحاد الأوروبي كل عام صحافيين لعملهما المتعلق بدولة القانون وحقوق الإنسان. وقد أطلقتها الاتحاد الأوروبي في عام 2006 في إطار علاقاته مع شركائه في منطقة المتوسط التي باتت اليوم تندرج في إطار الاتحاد من أجل المتوسط.

بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي، تمثل حرية التعبير وحرية الرأي وحرية الصحافة دعامة أساسية لكل دولة قانون وشرطاً ضرورياً لحماية الحريات الأخرى كلها. لذلك يندرج احترام حرية وسائل الإعلام وتعددتها في ميثاق الحقوق الأساسية للاتحاد الأوروبي وفي صلب الاتفاقات التي أبرمها الاتحاد شركائه في المنطقة.

غير أن هذه الجائزة لا تعطي الكلمة للدول وإنما للأفراد، أي للصحافيين الذي يشكلون غالباً خط الدفاع الأول عن الحرية وحقوق الإنسان والتسامح. وقد صرح السفير لوران خلال الحفل أن "الكفاح اليومي من أجل حرية التعبير لا حدود له، وحقوق الإنسان عالمية والدفاع عنها كذلك. ويجب أن يكون

خبر

في 7 حزيران 2010، تسلمت بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان جميع مسؤوليات تمثيل الاتحاد الأوروبي في لبنان تحت سلطة الممثلة العليا للاتحاد الأوروبي للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية كاثرين آشتون، وذلك وفقاً لمعاهدة لشبونة. وتجمع البعثة باضطلاعها بهذه المسؤوليات المهام التي كانت تتولاها بصفتها بعثة للمفوضية الأوروبية - التي باتت اليوم بعثة الاتحاد الأوروبي - والمهام والمسؤوليات التي كانت تؤديها الرئاسة الدورية للاتحاد الأوروبي والتي كانت تتوالى عليها الدول الأعضاء لمدة ستة أشهر. الشكر إلى سفارة أسبانيا في لبنان على الانتقال السهل!

الزيارة الأولى لكاثرين آشتون إلى لبنان

الجمهورية ومجلس النواب والحكومة ووزير الخارجية من جهة عملية السلام بين العرب وإسرائيل، وتناولت من جهة أخرى الدعم المستمر للاتحاد الأوروبي لتعزيز المؤسسات اللبنانية وتقديم الإصلاحات السياسية والاقتصادية في لبنان.

وبعدما أعربت عن رضاها حيال فترة الهدوء الطويلة التي ينعم بها لبنان في الوقت الراهن، قدّمت كاثرين آشتون "دعماً كاملاً" لحكومة الوحدة الوطنية و"برنامج إصلاحاتها الطموح". كما جدّدت على وجه الخصوص الالتزام الدائم للاتحاد الأوروبي بدعم تعزيز المؤسسات الديمقراطية في البلاد، فضلاً عن استعداده لمساعدة لبنان - في حال طلب ذلك - في وضع استراتيجية متكاملة لإدارة حدوده. كما ذكرت بدعم الاتحاد الأوروبي لانضمام لبنان إلى منظمة التجارة العالمية.

وأكدت كاثرين آشتون بأن على لبنان الاستفادة بشكل كامل من السياسة الأوروبية للجوار والمشاركة بفاعلية في الاتحاد من أجل المتوسط. كما شدّدت على "الدور البالغ الأهمية للبنان كعضو غير دائم في مجلس الأمن الدولي، لاسيما في تسهيل الحوار والمصالحة في المنطقة".



زارت الممثلة العليا للاتحاد الأوروبي للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية ونائبة رئيس المفوضية الأوروبية، كاثرين آشتون، لبنان في آذار، في إطار جولتها الأولى في منطقة الشرق الأوسط.

وبدأت كاثرين آشتون البريطانية الجنسية بممارسة مهامها فور دخول معاهدة لشبونة حيز التنفيذ في 1 كانون الأول 2009. وقد خلفت في آن خافيير سولانا، الممثل الأعلى السابق للاتحاد الأوروبي للسياسة الخارجية والأمنية المشتركة، وبينيتا فيرو-فالدنر التي كانت تشغل منصب المفوضة الأوروبية للعلاقات الخارجية والسياسة الأوروبية للجوار.

وفي بيروت، بحثت كاثرين آشتون مع رؤساء

مجلس الشراكة بين الاتحاد الأوروبي ولبنان

في 15 حزيران، عُقد الاجتماع الخامس على المستوى الوزاري لمجلس الشراكة بين الاتحاد الأوروبي ولبنان في لوكسمبورغ، حيث تمثل لبنان بوزير الخارجية علي الشامي، فيما تمثل الاتحاد الأوروبي بوزير الخارجية الأسباني ميغل أنخيل موراتيوس والمفوض الأوروبي لشؤون التوسع وسياسة الجوار ستيفان فولي.

وتطرق اجتماع المجلس إلى التطورات في العلاقات بين الاتحاد الأوروبي ولبنان، بما في ذلك تنفيذ اتفاقية الشراكة وخطة العمل الخاصة بالسياسة الأوروبية للجوار ولاسيما وضع الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية في لبنان. كما تمت مناقشة مسائل حقوق الإنسان والإصلاح الانتخابي والانضمام إلى منظمة التجارة العالمية وأوضاع اللاجئين الفلسطينيين وتنفيذ قرار مجلس الأمن الرقم 1701 وإدارة الحدود والحوار الوطني، فضلاً عن العلاقات مع سوريا وعملية السلام في الشرق الأوسط والاتحاد من أجل المتوسط والملف الإيراني.

اللجان الفرعية بين الاتحاد الأوروبي ولبنان محادثات بناءة في شأن حقوق الإنسان والقضاء والأمن والزراعة

على أساس فتح الأسواق غير المتكافئ (لصالح الشركاء). وفي لبنان، يجب أن يشكل الالتزام الجدي للحكومة لصالح الزراعة قاعدة صلبة لهذه النقاشات القائمة على المصلحة المشتركة للاتحاد الأوروبي ولبنان في قيام علاقات وثيقة أكثر بينهما، بما في ذلك لصالح التجارة والتعاون في هذا القطاع.

وتهدف اللجان الفرعية إلى مناقشة تنفيذ خطة عمل السياسة الأوروبية للجوار واتفاقية الشراكة، فضلاً عن الإعداد لاجتماعات الاتحاد الأوروبي ولبنان، كمجلس الشراكة الذي عُقد في 15 حزيران في لوكسمبورغ.

أما اللجنة الفرعية للقضاء والحريات والداخلية فقد تطرقت إلى احترام دولة القانون ولاسيما إصلاح الأنظمة القضائية والعقابية وحركات الهجرة واللجوء وإدارة الحدود ومكافحة الجريمة المنظمة.

ومثل اجتماع لجنة الزراعة الفرصة الأولى لإجراء مناقشة مفصلة للمسائل الزراعية في إطار اتفاقية الشراكة بين لبنان والاتحاد الأوروبي وتحديد منطلقات للمفاوضات المستقبلية في هذا الشأن.

ويجري الاتحاد الأوروبي في الوقت الراهن مفاوضات في المجال الزراعي مع شركائه في منطقة المتوسط بهدف تكثيف التبادلات التجارية أكثر فأكثر معهم

شكل الأسبوع الأول من شهر أيار مرحلة مهمة في الحوار والتعاون بين الاتحاد الأوروبي ولبنان في إطار السياسة الأوروبية للجوار. فقد اجتمعت ثلاث لجان فرعية في بيروت، تناولت الأولى مجالات حقوق الإنسان والحكومة والديمقراطية، بينما تطرقت الثانية إلى مسائل القضاء والداخلية، وتطرقت الثالثة إلى مجال الزراعة، في اجتماع هو الأول للجنة.

وكان اجتماع اللجنة الفرعية لحقوق الإنسان والحكومة والديمقراطية مناسبة لنقاش مفتوح حول عدد كبير من الإصلاحات المهمة المرتبطة بصورة خاصة بمراجعة قانون الانتخابات ووضع آلية وطنية للوقاية من التعذيب.

دعم الاتحاد الأوروبي التربوي للاجئين الفلسطينيين فرصة لمستقبل أفضل

في جميع أنحاء لبنان على قاعات صفوف جديدة بحلول سنة 2012.

وسوف يساهم إلغاء نظام الدوامين والزيادة الناتجة في عدد الساعات التي يمضيها الأطفال في المدرسة في تقديم خدمات تعليمية أفضل. غير أن منع التسرب يتطلب أيضاً تحسين جودة التعليم، والعمل على ضمان إعداد أفضل في الروضات للأطفال الفلسطينيين، وعدداً أكبر في المنهجيات التي يعتمدها معلمو الأونروا، وتنوعاً في نشاطات ما بعد الدوام المدرسي في مدارس الأونروا. وقد أخذ مشروع الاتحاد الأوروبي في اعتباره هذه التحديات وسوف يشهد صيف 2010 فتح مدارس الأونروا أبوابها للمرة الأولى أمام مجموعة واسعة من البرامج التعليمية والترفيهية.



نحو الجامعة: صندوق الأونروا للمنح الممول من الاتحاد الأوروبي

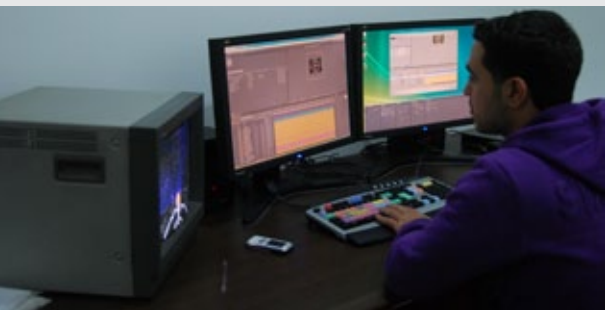
لتلامذة مدارس الأونروا الذين أنهوا بنجاح مرحلة التعليم الابتدائي والثانوي خيار متابعة الدراسة بتلقي تدريب مهني وتقني يقدم في إطاره الاتحاد الأوروبي دعماً لمركز سيلين للتدريب التابع للأونروا ولعدد من مؤسسات القطاع الخاص (راجع المقال في الصفحة 4)، أو التقدم بطلب لمتابعة التحصيل الجامعي. وخلال الأعوام الخمسة الماضية، وفر صندوق الأونروا للمنح الممول من الاتحاد الأوروبي مساعدات مالية لـ 190 طالبا فلسطينياً لمتابعة تحصيلهم العلمي في جامعات لبنانية. وجرى تمديد العمل بالصندوق أخيراً ثلاث سنوات إضافية، مما يرفع قيمة مساهمة الاتحاد الأوروبي في تمويل منح التعليم للفلسطينيين إلى 8.3 مليون يورو.

بمرافقة كل طفل من الروضة حتى الجامعة، بهدف تقليص الفجوة بين الفرص المتاحة للأطفال في مدارس الأونروا وأولئك المنضويين في إطار نظام التعليم اللبناني.

ويركز مشروع "تحسين التعليم للاجئين الفلسطينيين الشباب في لبنان لتأمين فرص عمل أفضل" الممول من الاتحاد الأوروبي (15 مليون يورو) في خطوته الأولى على زيادة عدد الصفوف المتوفرة عبر توسيع المدارس الحالية أو تمويل بناء مدارس جديدة. والنتيجة هي أنه في حين كانت 47 مدرسة تابعة للأونروا تعمل منذ عامين بدوامين، مع تبديل التلامذة في وسط النهار، انتقلت اليوم 28 مدرسة من أصل هذه المدارس الـ 47 إلى نظام الدوام الواحد، على أن يحصل أكثر من 6 آلاف تلميذ فلسطيني

تتولى وكالة الأمم المتحدة لإغاثة اللاجئين الفلسطينيين وتشغيلهم (الأونروا) بشكل شبه كامل تقديم الخدمات التعليمية للاجئين الفلسطينيين الشباب في لبنان، علماً بأن النظام التعليمي للوكالة برمته يعاني من العديد من النواقص لناحية البنية التحتية المدرسية والتجهيزات والموارد المالية ومؤهلات الموظفين. نتيجة لذلك، تعاني مدارس الأونروا من معدلات تسرب ورسوب مرتفعة ومستويات إنجاز متدنية، ومن اندماج غير كاف للأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة، ودرجة متدنية من التنشئة الاجتماعية نظراً إلى غياب النشاطات اللاصفية والترفيهية في المدارس.

وفي ضوء هذه الصعوبات، اعتمد الاتحاد الأوروبي مقارنة متكاملة لتعليم الفلسطينيين في لبنان،



قصة نجاح ثلاثة أسئلة إلى فهمي، طالب تصوير جرافيكي سابق

أعمل بكد ووحيداً، كما أنها تتطلب مخيلة وأنا أحبها.
هل وجدت وظيفة بسهولة وما مشاريعك؟

تخرجت في شهر شباط 2009 لكنني كنت قد بدأت العمل اعتباراً من شهر أيلول 2008 في الشركة نفسها التي أعمل فيها اليوم. عملت في البداية على المواد المطبوعة، ومن ثم على تنقيح الفيديو، وأعمل الآن على الصور المتحركة.

لقد كافحت بشدة للخروج من المخيم وأرغب الآن في السفر إلى الخارج.

وكنت لأقبل بأي وظيفة في أي مجال، ربما في متجر كومبيوتر في المخيم.

ما الذي درسته بواسطة المنحة التي نلتها ولماذا؟

درست في الجامعة اللبنانية الدولية في بيروت لمدة ثلاث سنوات ونصف السنة. وطوال فصل كامل، درست اللغة الإنكليزية لأنني كنت ضعيفاً جداً فيها، ثم انتقلت إلى التصوير الجرافيكي. لقد درست من أجل مستقبلي وأعتقد بأن هناك مستقبل في التصوير الجرافيكي، فهو أمر مختلف تماماً عما اعتاده الشباب الفلسطيني في المخيمات، لأن هذه الوظيفة تعني أن

كيف عرفت برنامج صندوق الأونروا للمنح الممول من الاتحاد الأوروبي؟

كنت أقطن في مخيم نهر البارد (شمال لبنان) وقد تلقيت تعليمي الثانوي في ثانوية الناصرة التابعة للأونروا. وهناك أعلمنا بأنه في حال حصولنا على علامات جيدة في الثانوية العامة، يمكننا نيل منحة للدراسة في أي من الجامعات اللبنانية. وكانت هذه الفرصة بالنسبة إلي حافزاً كبيراً للعمل بكد خلال المرحلة الثانوية. فعندما لا يكون هناك أي دخل، تكون فرص الحصول على تعليم عال محدودة جداً. ومن دون المنحة، ما كان ليكون لي مستقبل،

تامبوس: تحديث التعليم الجامعي



اعتباراً من السنة الأكاديمية 2008-2009.
المزيد من المعلومات على:
<http://eacea.ec.europa.eu/tempus>

والمؤسسات من خلال مشاريع تَضَمَّت شهادة ماسترز في التنوع الإحيائي النباتي والتكنولوجيات الإحيائية في لبنان (2003) والمنهاج المبتكر حول الطاقة المتجددة (2005).

بالإضافة إلى ذلك، وبفضل دعم تامبوس واتحاد قوي من جامعات وخبراء من الاتحاد الأوروبي بقيادة جامعة لاند السويدية، طُوِّرت الجامعة الأمريكية في بيروت برنامج طاقة تطبيقي مصمّم لتلبية الاحتياجات الحالية والمستقبلية لأنظمة الطاقة في المباني وصناعات الطاقة المتجددة في لبنان والمنطقة (أنظر الصورة). وبدأ العمل بالبرنامج الذي يشمل مجموعة من المختبرات الحديثة ومنشآت الاختبار

تامبوس هو البرنامج الأقدم للاتحاد الأوروبي الخاص بالتعليم العالي ويهدف إلى مساعدة الجامعات على تحديث برامجها، وإدخال مواد جديدة وإيجاد هيكليات ديناميكية للأبحاث. ويجري تنفيذ نشاطات تامبوس من خلال شراكات مؤلفة من اتحادات تضم مؤسسات تعليم عال ومؤسسات أعمال ووزارات ومنظمات غير حكومية ومنظمات أخرى، من الاتحاد الأوروبي والبلدان الشريكة.

مُول برنامج تامبوس منذ إنطلاقه في عام 2002 في لبنان 29 مشروعاً بموازنة إجمالية وصلت إلى 7 ملايين يورو، إذ دعم 12 جامعة رسمية وخاصة في العديد من المجالات مثل الهندسة والتكنولوجيا والتكنولوجيا الإحيائية والهندسة الصناعية وعلوم الغذاء والسياحة والدراسات الثقافية والتنظيم المدني والغابات وضمان الجودة والاعتماد والعلاقات الدولية والإدارة الحديثة والصحة العامة، فضلاً عن معاهد دراسات الدكتوراه. علاوة على ذلك، وفر تامبوس أكثر من 100 منحة لأكاديميين لبنانيين من جميع مؤسسات التعليم العالي اللبنانية تقريباً للانتقال إلى جامعات في الاتحاد الأوروبي.

وساهم تامبوس في تطوير شهادات ماسترز جديدة في مجالات جديدة، كما عزز التعاون بين الجامعات

تركيز على مشروع علوم الغذاء وتكنولوجياه (جامعة البلند)

الدكتور شفيق مقبل، أستاذ مساعد: "تنقل الطلاب والأساتذة يربط بين الأنظمة المختلفة ويحسن المهارات. وبفضل تامبوس، يعيش الطلاب اللبنانيون تجربة دولية قيّمة".
جيسي مطر، طالبة: "فرصة كبيرة أن نكون رواداً في هذا البرنامج، ليس فقط لنا كخريجين في المستقبل، وإنما أيضاً بالنسبة إلى لبنان حيث يمثل الغذاء قطاعاً رئيسياً في الاقتصاد. وبدعم برنامج تامبوس، عملنا في مختبرات متطورة مجهزة بألات وأجهزة كمبيوتر حديثة. كما منحنا تامبوس فرصة التعلم من أساتذة مميّزين واستكشاف المعايير الأوروبية، لأنه يشجّع التبادل الجامعي مع جامعات غرينويتش (المملكة المتحدة) وفالنسيان (فرنسا) ونيكوسيا (قبرص)".

إيراسموس موندوس: دعم التعليم ذي الجودة والتبادل الثقافي

طوني قمر، طالب في الجامعة الأمريكية في بيروت تابع الدراسة في جامعة مساريك في برنو في الجمهورية التشيكية (2008):
"التفاعل مع طلاب زملاء من جميع أنحاء العالم أمر فريد من نوعه، فهذه الخبرة الثقافية المتنوعة التي عشتها طوّرت شخصيتي نحو الأفضل وسوف تبقى فترة لا تقدر بثمن وحاسمة في حياتي".

في إطار هذه الشراكة الجامعية. بالإضافة إلى ذلك، فإن جامعة القديس يوسف شريكة في "شبكة العمل الإنساني" لبرنامج إيراسموس موندوس للماسترز.
المزيد من المعلومات على:
http://eacea.ec.europa.eu/erasmus_mundus

دخلت الجامعة اللبنانية والجامعة الأمريكية في بيروت في اتحاد ضمّ جامعات من الأردن وسوريا و13 مؤسسة تعليم عالٍ من الاتحاد الأوروبي. وخلال الفترة 2006-2008، نال 52 طالباً لبنانياً (مع رعاية خاصة بمن هم في أوضاع صعبة) و11 أكاديمياً منحا

إيراسموس موندوس، برنامج للتعاون وتنقل الطلاب والأكاديميين في مجال التعليم العالي ذو بعد عالمي قوي، يهدف إلى تعزيز جودة التعليم العالي الأوروبي من خلال المنح والتعاون الأكاديمي بين أوروبا وباقي أنحاء العالم. ويؤمن البرنامج دعماً مالياً للمؤسسات ومنحاً للأفراد. ويتوفر التمويل لـ:

- شهادات الماسترز والدكتوراه المشتركة الأوروبية (بما فيها المنح)؛
- الشراكات مع مؤسسات التعليم العالي غير الأوروبية والمنح للطلاب والأكاديميين؛
- مشاريع دعم التعليم العالي الأوروبي على الصعيد العالمي.

شارك لبنان في برنامج إيراسموس موندوس منذ إنطلاقه في عام 2004. وخلال الفترة 2004-2010، نال 28 طالباً لبنانياً منحا فضلاً عن 3 أخرى أعطيت لـ 3 أكاديميين لبنانيين. وفي إطار الشراكة بين الجامعات،

السيدة رانيا المر، منسقة، الخدمات الدولية للطلاب، الجامعة الأمريكية في بيروت:

"في عصر الترابط العالمي ومجتمعات المعرفة هذا، يشكل التفاهم والخبرة الدوليان عنصرين قيمين للتعليم العالي. [...] فقد حظي الطلاب بفرصة كبيرة لتقديم صورة حقيقية عن ثقافتهم لزملائهم الأوروبيين - ليس الصورة التي تنقلها وسائل الإعلام - وتعلموا أيضاً عن الثقافة الأوروبية من مصدرها. وقد عاد الكثير منهم متأثرين وابتوا يسعون الآن إلى مجالات تضيف بعداً عالمياً على دراستهم ومسارهم المهني المستقبلي".

أمثلة أخرى عن برامج التعليم العالي في الاتحاد الأوروبي

برنامج ماري كوري

يدعم برنامج ماري كوري التدريب البحثي والتنقل ما بين الدول للباحثين في مجال العلوم الإنسانية أو العلوم من الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي والبلدان الأخرى.

المزيد من المعلومات على: http://cordis.europa.eu/fp7/mariecurieactions/home_en.html

برنامج جان موني

يهدف برنامج جان موني الذي أُطلق في عام 1989 إلى تحفيز التعليم والبحث والتفكير في مجال دراسات التكامل الأوروبي على مستوى مؤسسات التعليم العالي داخل المجموعة الأوروبية وخارجها.

المزيد من المعلومات على: http://eacea.ec.europa.eu/lp/jean_monnet/jean_monnet_en.php

"عالم واحد في المدارس" بفضل جمعية "People in Need"

يهدف المشروع الذي أعدته المنظمة غير الحكومية People in Need إلى إدخال الحوار في شأن مسائل التداخل بين الثقافات والحقوق المدنية وحقوق الإنسان في النشاطات الصفية الاعتيادية، لاسيما من خلال استخدام المواد المرئية والمسموعة والطرائق التفاعلية. وتنفذ الجمعية البرنامج النموذجي "عالم واحد في المدارس" في لبنان منذ عام 2008، بتمويل من الاتحاد الأوروبي بقيمة 185.000 يورو وبالتعاون مع المركز اللبناني للتربية المدنية ومشاركة وزارة التربية والتعليم العالي. ويرتكز هذا البرنامج على خبرة الجمهورية التشيكية حيث يجري تنفيذه في أكثر من 2.800 مدرسة، علماً بأنه نال الجائزة العالمية للإدراك التربوي لعام 2009 التي يمنحها مجلس أوروبا.

وفي الوقت الراهن، تعتمد 15 مدرسة ثانوية في جميع أنحاء لبنان هذا البرنامج، على أن تتبعها 70 مدرسة أخرى اعتباراً من سنة 2011، بهدف إدماج مواد المشروع النهائي المقيّمة وطرائقه في المنهاج الوطني لوزارة التربية والتعليم العالي.



الحركة الاجتماعية اللبنانية تكافح التسرب المدرسي

عدد ممكن من الأطراف الفاعلة (المدارس والمعلمين والأهل والبلديات، إلخ). أما من لا يستطيع الاندماج مجدداً في المدرسة، فتوفر له المشاريع تدريباً مهنيًا متلائماً مع سوق العمل المحلية.

وبفضل مساعدة الاتحاد الأوروبي (3.5 مليون يورو)، نجحت الحركة الاجتماعية اللبنانية في دعم الاندماج الاجتماعي والاقتصادي لأكثر من 5000 شابة وشاب في وضعية رسوب مدرسي. وبنوي الاتحاد الأوروبي زيادة هذه المشاريع وجعلها "نماذج" يمكن تعميمها في ما بعد على المستوى الوطني من خلال وزارة التربية والتعليم العالي.

مشاريع نموذجية هدفها تعزيز التكامل الاجتماعي والاقتصادي للأطفال والشابات والشبان الذين يعانون من صعوبات.

ويقضي الهدف الأساسي لهذه المشاريع بتجنب الرسوب المدرسي ودمج الشابات والشبان الذين تركوا المدرسة فيها من جديد عندما يكون ذلك ممكناً. وتقتصر المشاريع دعماً مدرسياً بديلاً مدعوماً بمقاربة تربوية تتكيف مع خصوصيات التلامذة (المساعدة الاجتماعية والمرافقة النفسية) ومساراً اجتماعياً يهدف إلى توعية الشابات والشبان على مبادئ المواطنة (تأسيس نوادي مواطنة) وتشرك أكبر

في النظام اللبناني الذي لا يلاحظ حتى تاريخه التعليم للجميع إلا حتى السن الثالثة عشر - وحتى لو كان في نية الحكومة الحالية رفع سن التعليم الإلزامي إلى خمسة عشر عاماً - يترك عدد كبير من الأطفال المدرسة في مرحلة مبكرة. وفي غياب نظام مساعدة يسمح بمنهم "فرصة ثانية"، يجد ثلثا هؤلاء نفسه قابلاً في البطالة مع انعدام إمكانية الاستفادة من طاقاتهم.

ومنذ عام 2002، عهد الاتحاد الأوروبي إلى الحركة الاجتماعية اللبنانية الملتزمة منذ تسعينات القرن الماضي قضية مكافحة التسرب المدرسي، إنجاز

التدريب المهني والتعليم التقني

تلبية احتياجات سوق العمل

كما يدعم الاتحاد الأوروبي مشاريع تدريب مهني تستهدف التلامذة الذين لم تتح الفرص الكافية لهم، لاسيما المتسربين في مراحل دراسية مبكرة واللاجئين الفلسطينيين، بإتاحة المجال لهم للحصول على عمل لائق. ومن خلال مشاريع تنفذها الحركة الاجتماعية اللبنانية (راجع أعلاه)، وجمعية الشبان المسيحيين، ومركز سبلين للتدريب التابع للأونروا، وبيت أطفال الصمود، والجمعية الوطنية للتدريب المهني والخدمات الاجتماعية، والجمعية الوطنية للرعاية الاجتماعية الطبية والتدريب المهني، جرى استثمار حوالي 5 ملايين يورو أخرى لتأمين التدريب التقني وتوفير فرصة ثانية على شكل دبلوم فني لأكثر من 3 آلاف طالب.

والقطاع الخاص على السواء في جهودهما الهادفة إلى تحقيق هذا الإصلاح. وجرى تعزيز التحديث من خلال مشروع إقليمي للتدريب والبحث "التعليم والتدريب للعمالة" (MEDA-ETE) بقيمة 5 ملايين يورو ويشمل لبنان وتسعة بلدان متوسطة أخرى، ومن خلال إنشاء معهد فني نموذجي للصناعات الغذائية في قب الياس (في البقاع). وهذه السنة، سوف يخرج هذا المعهد القائم على شراكة بين القطاعين العام والخاص، وتحديدًا بين وزارة التربية والتعليم العالي وبنابة صناعي الأغذية في لبنان، بتمويل بقيمة 5 ملايين يورو من الاتحاد الأوروبي، أولى دفعاته، بمن فيهم فنيين يملكون المهارات المطلوبة للعمل في مؤسسات الألبان واللحوم والمعلبات، وهي مؤسسات من الأكبر في لبنان.

يمثل التعليم والتدريب المهنيان عبر إعداد فنيين يتمتعون بالمهارات المطلوبة في مجموعة واسعة من المجالات جزءاً لا يتجزأ من الأداء الحسن للاقتصادات الديناميكية. غير أن التعليم والتدريب المهنيين في لبنان في الوقت الراهن يستقطبان 70 ألف طالب فقط موزعين على أكثر من 400 مدرسة خاصة ونحو 40 مدرسة رسمية.

وما زال لبنان ينتظر إصلاح نظام التعليم المهني فيه لوضع آلية منتظمة تضمن مستوى معين من جودة التدريب وتجعل النظام متلائماً مع احتياجات سوق العمل.

ويساعد الاتحاد الأوروبي وزارة التربية والتعليم العالي

نحو تعاون مستقبلي

إلتزم الاتحاد الأوروبي، من خلال هبة بقيمة 13.7 مليون يورو، دعم ثلاثة عناصر من الخطة الخمسية لوزارة التربية والتعليم العالي المؤلفة من عشر نقاط: نظام إدارة القطاع التربوي (بما في ذلك التطوير المؤسسي وإدارة المعلومات وإعداد الموازنة وإدارة الأموال العامة)؛ والحد من الرسوب المدرسي (مع رعاية خاصة تركّز على الإعادة والتسرب المدرسي)؛ وأخيراً تعزيز المواطنة من خلال التعليم. وسوف يجري تنفيذ هذا المشروع خلال الأشهر المقبلة.

لبنان، وهي نسبة ترتفع في المناطق الريفية لتصل إلى 35% في عكار - والأمر عينه لنسب الإعادة (حوالي 60%). ونعمل أيضاً على إعداد برنامج حول المواطنة والتربية.

ويبقى الهدف الأساسي للمشروع المشترك مع الاتحاد الأوروبي التطوير المؤسسي. فهذه الوزارة تعمل على أساس قوانين تعود إلى عام 1955. نحن نعمل إذاً على إعادة تنظيم وزارة التربية والتعليم العالي حتى تتمكن من مواكبة الخطة الموضوعية.

يتابع الاتحاد الأوروبي دعمه للبنان في مجال التربية من خلال مشروع جديد يجري العمل عليه. فما الذي ينتظره لبنان من هذا المشروع الجديد؟

لدينا مجموعة من المشاريع مع الاتحاد الأوروبي بعد ذاته ومع عدد من دوله الأعضاء كذلك.

وللاتحاد الأوروبي دور أساسي في خطتنا الحالية. فأحدى برامجها يتناول الدعم المدرسي، فمعدل التسرب المدرسي مرتفع - 20% في جميع أنحاء

التغيير المناخي والبيئة مسابقة التصوير للاتحاد الأوروبي: جربوا حظكم!

شهران إضافيان للمشاركة

مهلة جديدة لتقديم الصور: ١٦ آب ٢٠١٠

تنظم بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان مسابقة تصوير حول "التغيير المناخي والبيئة في لبنان". ففي حال كنتم تقيمون في لبنان وكان سنكم بين 18 و25 عاماً، يمكنكم إرسال أفضل صورة لديكم قبل 16 آب.

يمثل التدهور البيئي الذي يسببه الإنسان واحداً من الأسباب الرئيسية للتغيير المناخي. وبهدف فهم هذه الهمّات بصورة أفضل ومكافحة التلوث، تقترح بعثة الاتحاد الأوروبي على الشباب، من خلال الصور الفوتوغرافية، إبراز الواقع المضر لأفعال الإنسان على البيئة في لبنان. يتم تنظيم هذه المسابقة بدعم من وزارة البيئة.

شروط المشاركة

- المسابقة مفتوحة لجميع المصورين الهواة المقيمين في لبنان والبالغين بين 18 و25 سنة.
- يحق لكل مشارك أن يقدم صورة واحدة (1) تعبر عن موضوع المسابقة. ويمكن أن تظهر الصور مشاهد طبيعية، أو مشاهد من المدن أو من الأرياف، من دون استثناء الحضور الإنساني بالضرورة.

- طبيعة الصور وحجمها: ملونة أو بالأبيض والأسود؛ على فيلم أو رقمية؛ جميع الأحجام.
- تاريخ الصور: بين 2008 و2010.
- يجب أن تتوافق الصور مع نص لا يتجاوز 100 كلمة يصف بإيجاز علاقة الصور بالموضوع.

يجري تقييم الصور على أساس استحقاقها الفني وامتيازها التقني وفرادتها، فضلاً عن الرؤية الشخصية للمصور في ما يتعلق بتأثير الإنسان على بيئته.

سوف تمنح لجنة التحكيم جائزة لأفضل ثلاث صور على الشكل الآتي:

الجائزة الأولى: 1000 يورو
الجائزة الثانية: 750 يورو
الجائزة الثالثة: 500 يورو

مسابقة تصوير
التغيير المناخي والبيئة في لبنان
إلى المصورين الهواة
بين 18 و25 سنة،
شاركوا!



Photo Competition
Climate Change and Environment in Lebanon
Amateur photographers
between 18 and 25,
participate!



Photographeur
c'est mettre
sur la même
ligne de mire
la tête, l'oeil
et le coeur.
Henri Cartier-Bresson



يمكن تحميل نظام المسابقة واستمارة المشاركة من الموقع الإلكتروني لبعثة الاتحاد الأوروبي:
<http://www.dellbn.ec.europa.eu>

آخر مهلة لتقديم الصور هي 2010/8/16 الساعة الرابعة من بعد الظهر (التوقيت المحلي - بيروت).

للمعلومات، أرسلوا أسئلتكم على العنوان الإلكتروني:

eulebanon.photocompetition@gmail.com

التعليم الرسمي: الوزير حسن منيمه يسלט الضوء على الرهانات



التربوية؛

- وبرنامج التطوير المؤسسي الذي يهدف إلى التالي: تعزيز فعالية العمل بين مختلف الوحدات لتأمين خدمة أفضل للمواطنين، دعم عملية وضع السياسات وأخذ القرارات التربوية والإدارية، تطوير الإجراءات والممارسات التي تتيح إمكانية الانتقال العملي من الميزانية المبنية على البنود إلى إعداد وإدارة ميزانية مبنية على البرامج، وتقييم البرامج من خلال مؤشرات ومعطيات محددة.

كذلك، يتم العمل في الوزارة على تعميم المواد الإجرائية مثل الرياضة والرسم والمسرح والموسيقى واللغة الأجنبية الثانية والمعلوماتية. هذه المواد جزء لا يتجزأ من المنهج، ولكنها للأسف غير مطبقة في غالبية المدارس الرسمية. ويدعم تعميم هذه المواد صورة المدرسة الرسمية ويسمح لها من جديد باكتساب ثقة المواطنين، وهي ثقة فقدتها خلال الأعوام الماضية.

وتُقدَّر قيمة المشروع بـ 262 مليون دولار. وسوف نوقع قريباً اتفاقات تمويل مع عدة جهات مانحة، وقد تمكنا حتى الآن من تأمين نصف المبلغ المطلوب للتمويل.

التعليم الخاص متطور جداً في لبنان. كيف يمكن برأيكم دعم نظام تعليمي يضمن تعليمًا ذات نوعية في القطاعين العام والخاص على السواء؟

يتمتع التعليم الخاص باستقلالية كبيرة، وليس لوزارة التربية والتعليم العالي أي سلطة رقابية مباشرة على هذا القطاع. غير أن جميع التدابير التي نتخذها في القطاع العام تخدم المنافسة العلمية مع التعليم الخاص الذي نعتبره ركناً أساسياً في نظام التعليم في لبنان، لأن القطاعين يتكاملان.

ونحن في طور الانتهاء من وضع قانون لمراقبة التعليم العالي الخاص. فهذا القطاع يشهد توسعاً كبيراً، وإمّا يشهد أيضاً بعض الفوضى. بطبيعة الحال، ليس في مصلحتنا أن يتراجع مستوى التعليم

ما هي برأيكم التحديات الرئيسية التي تواجهها وزارتك وما الاستراتيجية التي تتوون اعتمادها لمواجهتها؟

أقر مجلس الوزراء خطة وزارة التربية والتعليم العالي تحت عنوان "جودة التعليم من أجل التنمية" والتي تضمنت الإطار العام لاستراتيجية التربية والتعليم وخطة خمسية لتطوير التعليم ما قبل الجامعي. وستتولى وزارة التربية تحضير المستلزمات القانونية لتنفيذ هذه الخطة ليصار إلى إقرارها في مجلس الوزراء.

وأبرز برامج هذه الخطة هي:

- برنامج تعميم رياض الأطفال الذي يهدف إلى زيادة في نسبة الأطفال الملتحقين في رياض الأطفال من الفئة العمرية 3-5 سنوات؛
- برنامج تأمين المتابعة والنجاح وهدفه خفض نسب الإعادة من خلال وضع وتطبيق آليات للمعالجة والدعم؛
- برنامج تأمين البنى التحتية الهادف إلى توزيع ملائم وعادل للمنشآت المدرسية في المناطق كافة؛
- برنامج تمهين التعليم والذي يعزز التنمية المهنية للكادر التعليمي (معلمون ومدربون) ويرشد توزيعه في المدارس الرسمية؛
- برنامج تحديث الإدارة المدرسية من خلال تحديث الأنظمة المدرسية وتفعيل الإدارة المبنية على التخطيط؛
- برنامج تقييم التعلم وتطوير المناهج بشكل يتوافق مع الاحتياجات الوطنية والتوجهات العالمية؛
- برنامج التربية على المواطنة الذي نطمح من خلاله إلى تعزيز هوية التلميذ الوطنية ومسؤولياته المدنية؛
- برنامج تكنولوجيا المعلومات والاتصالات وهدفه دعم ونشر استعمال تكنولوجيا المعلومات والاتصالات في صلب العملية التعليمية والتعليمية؛
- برنامج الإطار الوطني للمؤهلات والذي سيتم من خلاله تحديد النتائج المتوقعة للبرامج والشهادات وتوصيف المؤهلات الضرورية للمهن

العالي الخاص لأن سمعة لبنان تقوم بشكل خاص على التعليم. لذلك سنؤلف لجنة لضمان الجودة تكون مهمتها اعتماد مؤسسات القطاع الخاص، فضلاً عن اعتماد الشهادات والاختصاصات.

ما الحلول التي يمكن وضعها لمعالجة مشكلة البطالة لدى الشباب؟

سوف نتطرق قريباً إلى ملف التعليم المهني ونضع خطة لهذا القطاع بهدف زيادة عدد التلامذة في المدارس المهنية.

في ما يتعلق باستحداث الوظائف، تعمل الجامعة اللبنانية على تعزيز الكليات ذات التوجه المهني المباشر. فعلى سبيل المثال، للمعهد الوطني للفنون والمهن في باريس فرع في لبنان بالاتفاق مع الجامعة اللبنانية ومؤسسة كمال جنبلاط. ومع الفرنسيين، لدينا أيضاً المعهد الجامعي للتكنولوجيا في صيدا. وتعد هذه الكليات والمعاهد الطلاب مباشرة لسوق العمل. علاوة على ذلك، كان لبنان وسبقاً مصدراً للمهارات خصوصاً نحو العالم العربي: المهندسين والأطباء، إلخ.

النشرة

العدد 2 | 2010

تعزيز التربية والتدريب



نحو لبنان المواطن

منذ اعتماد استراتيجية لشبونة قبل عشرة أعوام، عرفت سياستنا التربوية والتدريبية دفعا إضافيا بفضل برنامج يشدد على التنمية والعمالة ويطوّر البعد الدولي للنظام التربوي الأوروبي.

التربية والتدريب أساسيان بالنسبة إلى المجتمع. السبب الأول هو لأن المعرفة والمهارات والابتكار تشكل أرضية العمالة والنمو الاقتصادي. والسبب الثاني هو أن استقرار المجتمع يرتكز بشكل أساسي على قدرته على منح كل شاب وشابة رؤية للمستقبل. وفي إطار روحية المواطنة اندرج الدعم الأوروبي بصورة دائمة للبنان حيال شركائنا اللبنانيين - الحكومة والمجتمع المدني - وكذلك حيال اللاجئين الفلسطينيين الذين يقطنون البلاد، من خلال الجهود الحثيثة للأونروا.

ومع تشجيع الاتحاد الأوروبي وضع نظام تربوي ذي جودة يؤمن لكل فرد تدريباً ملائماً، يشدّد دعمه للبنان بصورة خاصة على التربية المدنية. ففي الواقع، لا يمكن للبنان تعزيز تماسك مجتمعه إلا من خلال إثارة روحية المواطنة وتعزيزها لدى الشباب والأكبر سناً على السواء.

وبدلاً من اعتماد حلول جامدة من الخارج، يرغب الاتحاد الأوروبي في دعم البرامج الإصلاحية للحكومة اللبنانية. وفي هذا الإطار، يسعدنا التزام السلطات وضع المشروع المستقبلي الممول من الاتحاد الأوروبي (13.7 مليون يورو) لتحسين التعليم في المدارس الرسمية اللبنانية والذي سيجري إنطلاقه بعد بضعة أشهر.

باتريك لوران
رئيس البعثة

الأعضاء بصورة أفضل، وتالياً ضمان (أ) الإنجاز الشخصي والاجتماعي والمهني لجميع المواطنين، و(ب) الازدهار الاقتصادي المستدام والتوظيف، مع تعزيز القيم الديمقراطية والتماسك الاجتماعي والمواطنة الفاعلة والحوار بين الثقافات. وقد تم الاتفاق أيضاً على إنجاز هذا التعاون وفق مقاربة عالمية، على أن يشمل أنظمة التعليم والتدريب برمتها في إطار مقاربة تعلم مستمر.

ومنذ عام 2000، تم إطلاق العديد من البرامج بهدف زيادة حركة تنقل الطلاب والأكاديميين وتعليم اللغات، وتقوية الروابط بين الأوساط التعليمية والمهنية، والبحث والمجتمع المدني. ومن بين هذه البرامج نظام "يورو باس" للاعتراف بالمؤهلات، و"كومينوس" لتعزيز التعاون بين المدارس والمعلمين، و"إيراسموس" لزيادة التعاون بين الجامعات، و"ليوناردو دا فينشي" للتدريب المهني و"غراندفيك" للتعلم المستمر. وقد جرى أيضاً توقيع اتفاقات خاصة بين الاتحاد الأوروبي والبلدان الأخرى، من بينها اتفاقات مع بلدان الجوار الأوروبي بما فيها لبنان.

علاوة على ذلك، يمول الاتحاد الأوروبي مشاريع تعليمية خارجه من خلال التعاون في مجال التنمية إذ يدعم برنامج "الاستثمار في الأشخاص" المبادرات التعليمية المحلية التي تقودها المنظمات غير الحكومية والفاعلون غير الحكوميون. ويلحظ التعاون الثنائي مثل ذلك المدرج في إطار السياسة الأوروبية للجوار أيضاً دعم مشاريع إصلاح القطاع التربوي. ويعمل الاتحاد الأوروبي في لبنان على مشاريع تعليم وتدريب مع وزارة التربية والتعليم العالي، وكذلك مع المجتمع المدني والأمم المتحدة (لصالح اللاجئين الفلسطينيين) والقطاع الخاص (مثلاً المدارس والجامعات الخاصة ومجموعات التفكير).



المعرفة والابتكار الذي تحدته هما من الأسس الأكثر قيمة في أي بلد أو منطقة، ولاسيما مع اشتداد وتيرة المنافسة العالمية.

منذ عام 2000، ضافرت الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي جهودها بهدف تعزيز أنظمتها التعليمية وفتحها وملاءمتها. وفي استراتيجية لشبونة التي اعتمدت في آذار 2000، وافق أعضاء الاتحاد الأوروبي للمرة الأولى على أهداف مشتركة للتعليم والتدريب بهدف إيجاد اقتصاد معرفة تنافسي وديناميكي قادر على تحقيق النمو الاقتصادي المستدام مع تأمين المزيد من الوظائف وتحسين مستواها وتماسك اجتماعي أكبر.

وجعل الإطار الاستراتيجي للتعاون الأوروبي في مجال التعليم والتدريب للفترة الممتدة حتى سنة 2020 (ET 2020) الذي اعتمده مجلس الاتحاد الأوروبي في أيار 2009 من تعزيز التعاون ضمن مثلث المعرفة (التعليم والبحث والابتكار) أولوية. والهدف هو دعم تطوير أنظمة التعليم والتدريب في الدول

